

## POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE

### EULEX KOSOVO

## Mission "État de droit" menée par l'UE au Kosovo

Mise à jour : novembre 2011  
EULEX/16

#### Toile de fond de la mission

La mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX Kosovo) est la plus grande mission civile jamais déployée au titre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE.

L'objectif central de la mission est d'assister et de soutenir les autorités du Kosovo dans les domaines liés à l'État de droit, en particulier la police, la justice et les douanes.

La mission est fondée sur une décision adoptée par l'ensemble des 27 États membres de l'UE en février 2008. Elle a atteint sa capacité opérationnelle initiale en décembre 2008 et sa pleine capacité opérationnelle en avril 2009. La mission EULEX Kosovo met en œuvre son mandat dans l'ensemble du Kosovo.



(© EULEX Kosovo, UE)

#### Mandat et objectifs

EULEX Kosovo a pour objectif d'aider les autorités du Kosovo dans tous les domaines liés à l'État de droit, en particulier dans les domaines de la police, de la justice, des douanes et des services pénitentiaires.

En d'autres termes, la mission aidera les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les organismes chargés de l'application des lois à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et de douane multiethniques. La mission n'a pas pour objet de

gouverner ou de diriger le Kosovo. Il s'agit d'une mission technique visant à encadrer, suivre et conseiller tout en exerçant une série de pouvoirs exécutifs limités. Les principales priorités de la mission consistent à répondre aux préoccupations immédiates en matière de lutte contre la corruption et la criminalité organisée.

#### FAITS ET CHIFFRES

**Lieu de la mission :** Kosovo  
**Quartier général :** Pristina  
**Chef de mission :** Xavier Bout de Marnhac  
**Effectifs :** actuellement 1550 membres internationaux et 1176 membres locaux  
**Budget :** EUR 165 millions (du 15 octobre 2011 au 14 juin 2012)  
**États contributeurs :** la plupart des États membres de l'UE plus la Norvège, la Suisse, la Turquie, la Croatie, le Canada et les États-Unis. D'autres États pourraient se joindre à eux.



[www.eulex-kosovo.eu](http://www.eulex-kosovo.eu)

[www.consilium.europa.eu/eulex-kosovo](http://www.consilium.europa.eu/eulex-kosovo)

## Méthode

La mission est conçue comme un effort mené conjointement avec les autorités locales, conformément au principe de la maîtrise locale du processus, en vue de faciliter la mise en place, au Kosovo, d'un système judiciaire et administratif viable, reposant sur l'État de droit et les normes européennes. À cette fin, elle encadre, suit et conseille les autorités locales dans tous les domaines se rapportant à l'État de droit.

Néanmoins, EULEX Kosovo a quelques compétences d'exécution dans le secteur général de l'État de droit, notamment en ce qui concerne les enquêtes et les poursuites pour les infractions graves et sensibles, telles que les crimes de guerre, les actes de terrorisme, la corruption et les infractions financières graves.

La mission, qui dispose d'une capacité maximale autorisée de 1950 policiers, juges, procureurs et agents des douanes internationaux et de 1200 agents locaux, est déployée dans tout le Kosovo. Elle est établie au quartier général de Pristina et dans les régions; certains de ses agents sont intégrés dans les services judiciaires et de police et au sein de brigades mobiles des douanes situés au Kosovo, conformément au principe de regroupement.

EULEX a une chaîne de commandement unifiée sous le Commandant des Opérations Civiles lié au Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, via le Commandant des missions civiles et aux États membres de l'UE (Comité politique et de sécurité). Elle travaille dans le cadre général de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies.



Des agents de douane effectuent un contrôle au point de passage de Merdare, juin 2010  
(© EULEX Kosovo, EU)

"EULEX KOSOVO aide les institutions du Kosovo, les autorités judiciaires et les organismes chargés de l'application des lois à progresser sur la voie de la viabilité et de la responsabilisation et à poursuivre la mise sur pied et le renforcement d'un système judiciaire multiethnique indépendant, ainsi que de services de police et de douane multiethniques, de manière à ce que ces institutions soient libres de toute interférence politique et s'alignent sur les normes reconnues au niveau international et sur les bonnes pratiques européennes..."

ACTION COMMUNE 2008/124/PESC DU CONSEIL du 4 février 2008 relative à la mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo, EULEX KOSOVO

## Prochaines étapes

Le 8 juin 2010, les États membres de l'UE ont prorogé le mandat de la mission EULEX Kosovo pour une nouvelle période de 2 ans allant jusqu'au 14 juin 2012. Toutefois, il est prévu que la mission s'achèvera lorsque les autorités du Kosovo auront acquis une expérience suffisante pour garantir l'État de droit à tous les membres de la société.

La **politique de sécurité et de défense commune (PSDC)** de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PSDC permet à l'Union de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PSDC comprend une importante composante "prévention des conflits".

Basée à Bruxelles, la **capacité civile de planification et de conduite (CPCC)** est la structure permanente chargée d'assurer de façon autonome la conduite opérationnelle des opérations civiles menées au titre de la PSDC. Placée sous le contrôle politique et la direction stratégique du Comité politique et de sécurité, et sous l'autorité générale du Haut Représentant, la CPCC assure la planification et la conduite effectives des opérations civiles de gestion de crises relevant de la PSDC, ainsi que la mise en œuvre appropriée de l'ensemble des tâches liées aux missions.

**D'autres informations et documents de référence figurent à l'adresse**

**[www.consilium.europa.eu/csdp](http://www.consilium.europa.eu/csdp) - [eeas.europa.eu](http://eeas.europa.eu)**